

OTC

Le Groupe de Minsk de l'OSCE est prêt à organiser une réunion des dirigeants azerbaïdjanais et arméniens

À la lumière d'une récente réunion constructive des ministres des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan et d'Arménie, les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE ont salué la libération d'un militaire arménien par l'Azerbaïdjan.

Le Groupe de Minsk de l'OSCE s'est déclaré prêt à contribuer à l'organisation d'une rencontre entre le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev et le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan, selon la déclaration des coprésidents du Groupe de Minsk Igor Khovaev (Russie), Andrew Schofer (États-Unis) et Stéphane Visconti (France) publiée vendredi sur le site de l'OSCE.

« Les coprésidents ont pris note de manière positive des déclarations publiques du président Aliyev et du premier ministre Pashinyan exprimant leur volonté de principe de se rencontrer sous les auspices des coprésidents », indique le communiqué.

« Les coprésidents se réjouissent à l'idée d'engager les parties sur les modalités et les détails d'une telle réunion et réitèrent leur volonté de se rendre dans la région dans un avenir proche pour discuter des prochaines étapes du processus », note le document.

À la lumière d'une récente réunion constructive des ministres des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE ont salué la libération d'un soldat arménien par l'Azerbaïdjan. Ils ont également discuté d'éventuelles mesures de désescalade, notamment en ce qui

concerne les personnes détenues et disparues au combat, ainsi que du retour volontaire des réfugiés.

Le 2 octobre, le président azerbaïdjanais a déclaré qu'il était impatient de rencontrer le premier ministre arménien lorsqu'il serait prêt à le faire. Il a promis de répondre de la même manière si l'Arménie lui remettait des cartes de champs de mines. Le 3 octobre, le Premier ministre arménien a déclaré qu'il était prêt à rencontrer le président azerbaïdjanais. Il a ajouté qu'il était prêt à apporter les cartes de tous les champs de mines et l'a exhorté à emmener tous les prisonniers de guerre arméniens à cette réunion. Fin septembre, le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères Jeyhun Bayramov a rencontré les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE en marge de la 76^e session de l'Assemblée générale de l'ONU et son homologue arménien Ararat Mirzoyan avec leur participation.

À l'automne 2020, la situation dans le Haut-Karabakh s'est aggravée, avec l'offensive militaire turco-azerbaïdjanaise lancée contre la République du Haut-Karabakh. Le 9 novembre, le président russe Vladimir Poutine, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev et le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan ont signé une déclaration conjointe sur un cessez-le-feu complet dans le Haut-Karabakh. Selon ce document, les parties azerbaïdjanaise et arménienne maintiendraient les positions qu'elles ont occupées, un certain nombre de régions seraient contrôlées par l'Azerbaïdjan et des soldats de la paix russes seraient déployés dans la région le long de la ligne d'engagement et du corridor de Lachin. Le 11 janvier, les dirigeants des trois pays ont convenu de créer un groupe de travail au niveau des vice-premiers ministres qui se concentrerait sur l'établissement de liens de transport et économiques dans la région.

Avec Tass

par [Ara Toranian](#)

2- Nor Haratch Hebdo

07/10/2021

Erdogan dépose une requête pour lever l'immunité de Garo Paylan



Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déposé une motion pour lever l'immunité parlementaire du député Garo Paylan et de trois autres membres du Parlement turc.

Un résumé présidentiel de la procédure demandant la levée de l'immunité parlementaire de quatre députés de l'opposition a été transmis au parlement turc, rapporte le Stockholm Center for Freedom.

Les députés du Parti démocratique du peuple (HDP), Meral Daniş Beştaş, Hüda Kaya et Garo Paylan et le député du Parti des régions démocratiques (DBP) Salihe Aydeniz risquent d'être poursuivis par la justice si leur immunité est levée.

La poursuite des membres du Parlement est possible depuis que le Parti républicain du peuple (CHP) et le Parti du mouvement nationaliste (MHP) ont

apporté leur soutien à une proposition de 2016 soumise par le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir sur la suppression de l'immunité de poursuites des députés. L'immunité de tous les députés poursuivis en justice a été levée en mai 2016.

L'agression politique et juridique contre le HDP, qui s'est intensifiée après la rupture d'une trêve entre les militants kurdes et le gouvernement du président Recep Tayyip Erdogan en 2015, s'est encore renforcée après qu'Erdogan a survécu à une tentative de coup d'État ratée en juillet 2016, suivie d'une vague de répression politique.

Le 17 mars, le procureur en chef de la Cour suprême d'appel avait demandé à la Cour constitutionnelle d'interdire le HDP, arguant dans un acte d'accusation que le parti pro-kurde tentait de « détruire l'indivisibilité entre l'État et le peuple ».

Des centaines de politiciens du HDP, y compris les anciens coprésidents du parti, sont derrière les barreaux pour terrorisme, tandis que la plupart des 65 maires HDP élus dans le sud-est à majorité kurde en 2019 ont été remplacés par des administrateurs nommés par le gouvernement.

Selahattin Demirtaş, qui a codirigé le HDP et s'est présenté à deux reprises à la présidence, est en prison depuis novembre 2016 en raison de plusieurs affaires et reste derrière les barreaux malgré les ordres de la Cour européenne des droits de l'homme de le libérer. L'ancien coprésident Figen Yüksekdağ est également en prison depuis 2016.

3- Les Nouvelles d'Arménie

07/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84466

Le Médiateur de la République d'Arménie présente des preuves solides de captifs Arméniens torturés par des Azerbaïdjanais au Parlement italien

Le Défenseur des droits de l'homme de la République d'Arménie, Arman Tatoyan, a présenté des rapports et des preuves solides sur la torture et les mauvais traitements infligés aux captifs arméniens par les Azerbaïdjanais après la guerre de septembre-novembre 2020 devant le Comité de protection des droits de l'homme du Parlement italien, a appris ARMENPRESS du Bureau du Défenseur des droits de l'homme d'Arménie.

Arman Tatoyan a souligné la nécessité d'un retour immédiat des captifs Arméniens, notant que l'Azerbaïdjan ne respecte pas les obligations internationales, les utilisant pour des négociations militaro-politiques.

Le Défenseur des droits de l'homme a évoqué le déploiement illégal de militaires azerbaïdjanais sur les routes entre les communautés d'Arménie après la guerre, qui met en danger la vie et la santé des gens, tandis que l'invasion du territoire souverain arménien dans les régions de Syunik et de Gegharkunik est à l'origine de nombreux autres actes criminels, y compris des fusillades, des menaces adressées aux civils, le vol d'animaux des résidents frontaliers.

« Les violations des droits, y compris la torture et les traitements inhumains, sont fondées sur la politique de xénophobie et d'hostilité des autorités azerbaïdjanaises, qui se poursuit avec les manifestations du fascisme » a-t-il déclaré. Source Armenpress.

par [Krikor Amirzayan](#)

4- Les Nouvelles d'Arménie

07/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84426

Lavrov propose l'ouverture des voies de communications de la région avec

l'option 3+3

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov qui recevait hier à Moscou son homologue iranien Hosein Amir-Abdollahian a affirmé qu'il proposaient pour le déblocage global des voies de communication du Sud-Caucase, l'option 3+3. Avec la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, associés à la Russie, l'Iran et la Turquie.

Le chef de la diplomatie russe, lors d'une conférence de presse à l'issue de ses entretiens avec son homologue iranien a affirmé que c'est la Russie qui a favorisé il y a un an l'arrêt de la guerre en Artsakh et les accords avec le président azéri et le Premier ministre arménien. Avec le déploiement des forces russes en Artsakh suite à ces accords du 9 novembre 2020.

S. Lavrov a affirmé que dans la situation actuelle, l'ouverture des voies de communications favorisera l'ensemble des pays de la région ainsi que la Russie, l'Iran et la Turquie et proposa le projet 3+3. Sergueï Lavrov a affirmé que l'Azerbaïdjan et la Turquie sont favorables à ce projet, et que la Russie « travaille » avec son partenaire arménien pour cela...Il a exprimé l'espoir que la Géorgie voit également son intérêt pour venir rejoindre le groupe de 3+3.

Krikor Amirzayan

5- Les Nouvelles d'Arménie

07/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84399

L'Iran refuse tout redécoupage des frontières

L'Iran s'oppose fermement à tout redécoupage des frontières dans le Caucase du Sud, a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, après avoir rencontré son homologue russe, Sergei Lavrov, à Moscou mercredi 6 octobre.

M. Amir-Abdollahian s'est rendu en Russie dans un contexte de tensions

croissantes entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, suite à la décision de Bakou, le mois dernier, de prélever de lourdes taxes sur les camions iraniens transportant des marchandises depuis et vers l'Arménie.

Il a déclaré à son arrivée dans la capitale russe, mardi en fin de journée, que Téhéran attendait de Moscou qu'elle « réagisse aux éventuels changements de frontières des pays de la région ». Il a également repris les allégations iraniennes selon lesquelles Bakou héberge des « terroristes » du Moyen-Orient ainsi que du personnel de sécurité israélien près des frontières iraniennes.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a démenti avec colère ces accusations lundi. Il avait auparavant critiqué les exercices militaires iraniens à grande échelle qui ont débuté la semaine dernière le long de la frontière azerbaïdjanaise.

Plus tôt dans la journée de lundi, un haut parlementaire iranien aurait accusé M. Aliyev de tenter de « couper l'accès de l'Iran à l'Arménie » avec l'aide de la Turquie et d'Israël.

Ces derniers mois, le dirigeant azerbaïdjanais a menacé à plusieurs reprises d'ouvrir par la force un « corridor » terrestre qui relierait l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan via la province arménienne de Syunik, qui borde l'Iran. Toutes les routes arméniennes menant à l'Iran passent également par Syunik.

S'exprimant lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Lavrov à l'issue de leurs entretiens, M. Amir-Abdollahian a réaffirmé que toute « modification de la carte de la région » était inacceptable pour l'Iran. Il a indiqué que cette question était à l'ordre du jour de la réunion.

Le ministre russe des affaires étrangères a déclaré qu'ils avaient discuté de « la situation dans le Caucase du Sud » mais n'a pas fait de commentaire sur le conflit sans précédent entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Il a seulement déclaré que Moscou, qui a déployé des troupes russes à Syunik au cours de l'année écoulée, s'oppose à tout jeu de guerre « provocateur » dans la région.

« L'Azerbaïdjan se dit préoccupé par les récents exercices militaires organisés par nos amis iraniens près de ses frontières », a déclaré M. Lavrov aux journalistes.

Amir-Abdollahian a rétorqué que les troupes azerbaïdjanaises et turques ont

organisé six exercices conjoints en Azerbaïdjan depuis le début de l'année.

M. Lavrov a également souligné l'importance de « débloquer tous les transports et les liens économiques dans cette région » après la guerre arméno-azerbaïdjanaise de l'année dernière.

« Cela profitera non seulement à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan, mais aussi à la Géorgie... ainsi qu'à l'Iran, à la Russie et à la Turquie, les voisins les plus proches des trois républiques du Caucase du Sud », a-t-il déclaré. « Dans ce contexte, nous avons discuté aujourd'hui de l'initiative [turque] visant à créer un format 'trois plus trois' : les trois pays du Caucase du Sud et leurs trois grands voisins : la Russie, l'Iran et la Turquie. Nos amis iraniens ont une attitude positive à l'égard de cette initiative. »

Amir-Abdollahian s'est envolé pour Moscou mardi, un jour après avoir rencontré à Téhéran le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan. Ce dernier a accusé Bakou de dénaturer les accords négociés par la Russie qui prévoient l'ouverture de liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

« À cet égard, nous apprécions hautement la position de l'Iran sur l'intégrité territoriale de l'Arménie et l'inviolabilité de ses frontières », a déclaré M. Mirzoyan après des entretiens avec son homologue iranien.

Armen Grigorian, secrétaire du Conseil de sécurité arménien, a également insisté mercredi sur le fait que toute route et/ou voie ferrée reliant le Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan serait sous le contrôle total de l'Arménie.

« Il n'y aura pas de corridor souverain en Arménie », a déclaré Grigorian au service arménien de RFE/RL. « C'est-à-dire que l'Arménie contrôlera l'ensemble de son territoire ».

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

6- Nor Haratch Hebdo

07/10/2021

L'Iran propose d'aider l'Arménie à construire des routes alternatives

L'Iran est prêt à aider l'Arménie à construire des autoroutes reliant les deux États voisins et contournant le territoire sous contrôle azerbaïdjanais, a déclaré mardi un haut responsable du gouvernement iranien lors d'une visite à Erevan.

Le vice-ministre des Routes et du Développement urbain, Kheirollah Khademi, a déclaré que les routes arméniennes menant à la frontière iranienne sont d'une importance stratégique pour son pays.

Une délégation officielle iranienne est arrivée à Erevan lundi. Khademi a déclaré que le but du voyage était de discuter avec des responsables arméniens des obstacles au transport et de la reconstruction en cours d'une route alternative qui traverse également la province arménienne de Syunik, frontalière de l'Iran et de l'Azerbaïdjan.

« Nous négocions avec la partie arménienne afin que le trafic de fret et de passagers sur cette route soit sur la bonne voie dès que possible », a-t-il déclaré. « Nous sommes prêts à aider l'Arménie dans la construction de la nouvelle route », a-t-il déclaré. « L'Iran est prêt à partager ses capacités techniques et d'ingénierie avec l'Arménie. »

La République islamique, a poursuivi Khademi, peut également apporter un soutien similaire aux projets du gouvernement arménien de construire ou de rénover d'autres routes Sunik menant à la frontière iranienne.

« L'Arménie construit également l'autoroute Nord-Sud qui part des frontières

iraniennes et s'étend jusqu'à la frontière géorgienne. Nous sommes également prêts à coopérer avec l'Arménie sur ce point. L'Iran a une vaste expérience dans la construction de routes, et nos entrepreneurs sont prêts à partager leur expérience avec l'Arménie », a-t-il déclaré.

L'agence de presse officielle iranienne IRNA a rapporté que la délégation de Khademi explorerait en Arménie l'implication possible de l'Iran dans la construction de la route alternative. Il a déclaré que les routes de Sunik relient également la République islamique à la Russie et à l'Europe.

La délégation s'est envolée pour Erevan alors que les ministres des Affaires étrangères arménien et iranien se rencontraient à Téhéran pour des entretiens axés sur les questions de transport. Faisant écho aux déclarations d'autres responsables arméniens, le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan a assuré à son homologue iranien Hossein Amir-Abdollahian que les travaux sur la route alternative seront achevés avant la fin de cette année.

7- Les Nouvelles d'Arménie

06/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84393

Le premier avion azerbaïdjanais dans le ciel arménien en 7 ans

Un avion de ligne azerbaïdjanais a survolé l'Arménie mercredi 6 octobre pour la première fois depuis sept ans.

La compagnie aérienne nationale azerbaïdjanaise AZAL a déclaré qu'elle avait recommencé à utiliser l'espace aérien arménien pour ses vols entre Bakou et le Nakhitchevan, une enclave azerbaïdjanaise séparée du reste du pays par l'Arménie et l'Iran. Elle a déclaré que cela permettrait de raccourcir la durée des trajets entre les deux villes et de réduire ainsi le coût de ces vols.

« Cette mesure démontre la volonté résolue de l'Azerbaïdjan de débloquent les liaisons de transport régionales, ce qui correspond aux intérêts de tous les pays voisins », a déclaré le transporteur public dans un communiqué.

Cette déclaration intervient au lendemain de l'interdiction faite par l'Iran, selon les médias azerbaïdjanais, aux avions militaires azerbaïdjanais de survoler la République islamique en route vers le Nakhitchevan. Les tensions entre Téhéran et Bakou se sont considérablement accrues depuis que les autorités azerbaïdjanaises ont commencé, le 12 septembre, à exiger de lourdes taxes aux véhicules iraniens empruntant la principale autoroute Arménie-Iran.

Le Comité de l'aviation civile arménien a confirmé l'annonce d'AZAL. Il a déclaré qu'en dépit du conflit du Nagorny-Karabakh, l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'avaient jamais officiellement fermé leurs espaces aériens aux vols civils de l'autre partie.

Selon un communiqué de l'agence gouvernementale, la partie azerbaïdjanaise a cessé d'utiliser l'espace aérien de l'Arménie pour les vols Bakou-Nakhitchevan en novembre 2014 « de sa propre initiative. » En revanche, les compagnies aériennes ont depuis continué à effectuer des vols à destination et en provenance d'Erevan au-dessus de l'Azerbaïdjan, ajoute le communiqué.

Un élu arménien pro-gouvernemental, Hayk Sargsian, a toutefois affirmé que l'Arménie avait de même « refusé d'effectuer des vols à travers l'espace aérien de l'Azerbaïdjan. » « De la même manière, nous pouvons maintenant commencer à utiliser leur espace aérien », a-t-il déclaré.

Un accord négocié par la Russie, qui a mis fin à la guerre du Haut-Karabakh l'année dernière, engage l'Arménie et l'Azerbaïdjan à ouvrir des liaisons de transport entre les deux États du Caucase du Sud. Les gouvernements russe, arménien et azerbaïdjanais ont mis en place un groupe de travail conjoint à cette fin en janvier.

Il est apparu récemment que la Turquie, alliée de l'Azerbaïdjan, a interdit aux avions arméniens l'accès à son espace aérien le 9 septembre 2020, soit moins de trois semaines avant le déclenchement de la guerre du Karabakh. Le Comité de l'aviation civile a confirmé qu'Erevan n'a jamais riposté en imposant une interdiction similaire aux transporteurs turcs.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe /

8- Les Nouvelles d'Arménie

06/10/2021

Un autre prisonnier de guerre Arménien libéré par l'Azerbaïdjan

Un prisonnier de guerre Arménien détenu par l'Azerbaïdjan a été libéré et il est revenu en Arménie a déclaré le vice-Premier ministre arménien Souren Papikyan à l'Assemblée nationale aujourd'hui.

Souren Papikyan a assuré que tout le monde sait quelles mesures le gouvernement arménien prend pour le retour de tous le prisonniers de guerre Arméniens détenus en Azerbaïdjan.

« Maintenant Artur Davidyan est revenu, il avait traversé la frontière de l'Artsakh le 22 août 2021. Il est déjà en Arménie » a déclaré S. Papikyan, assurant que les autorités arméniennes ne ménagent pas leurs efforts pour le retour des prisonniers de guerre Arméniens détenus par l'Azerbaïdjan.

Krikor Amirzayan

9- La Croix

06/10/2021

<https://www.la-croix.com/Monde/Entre-lIran-lAzerbaïdjan-tension-monte--2021-10-06-1201179158>

Entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, la tension monte

Analyse

L'Iran a lancé des manœuvres militaires à sa frontière avec l'Azerbaïdjan, affirmant ne pas tolérer une « *présence du régime sioniste (Israël) près de ses frontières* ». Accusation rejetée par Bakou. Un an après la guerre du Haut-Karabakh, l'Iran tente de rééquilibrer ses relations avec l'Azerbaïdjan et de sauver son partenariat avec l'Arménie.

▪ Caroline Vinet

Tout à coup les réseaux sociaux iraniens se sont mis à fourmiller d'images et de vidéos de chars et de camions de l'armée iranienne. Vendredi 1^{er} octobre, l'[Iran](#) a lancé des manœuvres militaires à sa frontière nord avec l'[Azerbaïdjan](#). Objectif affiché : se préparer « *au combat des forces terrestres dans cette région* » et envoyer un avertissement à Bakou ; « *l'Iran ne tolérera pas la présence du régime sioniste (Israël) près de ses frontières* ».

L'Azerbaïdjan a rejeté « *les allégations sur la présence de pays tiers à la frontière* », trois jours plus tard. La tension continuait de monter encore mercredi 5 octobre. Le bureau de la représentation du guide suprême iranien à Bakou aurait été fermé par les autorités azéries, selon l'agence de presse iranienne Tasnim News.

« *Chaque pays peut effectuer n'importe quel exercice militaire sur son propre territoire. C'est son droit souverain. Mais pourquoi maintenant, et pourquoi à notre frontière ?* », s'interrogeait, fin septembre, le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev.

Les liens de Bakou avec [Israël](#) ne sont pas nouveaux. L'État hébreu s'est même révélé d'une aide précieuse dans le conflit qui l'a opposé, il y a un an, à l'[Arménie](#) dans le Haut-Karabakh en lui fournissant les « drones suicides » qui lui ont permis de remporter la guerre.

Rééquilibrage des relations avec Bakou

Pourquoi cette réaction épidermique de Téhéran aujourd'hui ? Les tensions se

sont accentuées en septembre lorsque l'Azerbaïdjan a imposé des taxes douanières aux camions iraniens en transit vers l'Arménie via la région du Karabakh. Deux chauffeurs iraniens auraient également été arrêtés. Pendant la [guerre du Haut-Karabakh](#), l'Iran avait pris soin de ne pas prendre parti avant de reconnaître la victoire azérie.

L'arrivée, début août, du conservateur [Ebrahim Raïssi](#) au pouvoir semble avoir changé la donne. « *La reprise des entraînements militaires est révélatrice du nouveau pouvoir exécutif, et elle marque une sorte de rééquilibrage vis-à-vis de l'Azerbaïdjan* », analyse Farid Vahid, spécialiste de l'Iran à la Fondation Jean-Jaurès. Plus question de passer l'éponge sur les agissements azéris.

Téhéran renoue avec l'Arménie, pays « *stratégique pour les Iraniens car il permet (avec la Géorgie) un accès direct à la mer Noire* », poursuit le chercheur. Comme un pied de nez à Bakou, les ministres des affaires étrangères arméniens et iraniens ont d'ailleurs échangé une poignée de main début octobre.

Craintes d'un séparatisme azéri en Iran

Les relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan ont toujours été fluctuantes. L'Iran compte une importante minorité azérie dans sa population (10 millions), et craint une propagation des idées séparatistes favorisées par son voisin.

« *Dans les années 1990, les partis politiques au pouvoir à Bakou ont reposé la question de la création d'un grand Azerbaïdjan intégrant tout ou partie du nord de l'Iran* », retrace Jean Radvanyi, spécialiste du Caucase à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco). L'idée a été abandonnée.

En décembre 2020, par ailleurs, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'était rendu à Bakou où il avait récité un poème pour célébrer la victoire de son allié azéri, et dans lequel il sous-entendait que les provinces du nord-ouest de l'Iran (l'Azerbaïdjan iranien) faisaient partie de la république d'Azerbaïdjan. Des vers qui ont ravivé de vieilles craintes

Car, outre une éventuelle présence israélienne en Azerbaïdjan, la présence militaire turque dans le pays inquiète davantage encore l'Iran. Les relations avec Ankara ne sont pas au beau fixe. Les deux pays se font concurrence sur le front syrien comme sur le front irakien. En envoyant ses troupes à la frontière, Téhéran envoie aussi un message à Ankara.

10- Les Nouvelles d'Arménie

05/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84352

L'Iran ferme son espace aérien à l'armée de l'air azérie

La confrontation entre Bakou et Téhéran prend de l'ampleur. L'Iran a fermé l'espace aérien à l'armée de l'air azerbaïdjanaise ; La réponse de Bakou ne s'est pas fait attendre.

« Le gouvernement iranien a envoyé une notification par les canaux militaires officiels à la direction du département de la défense azerbaïdjanais. Comme indiqué dans le message, l'Iran a fermé son espace aérien à l'armée de l'air azerbaïdjanaise, qui effectue des fournitures militaires à la République autonome de Nakhitchevan », rapporte haqqin.az .

"Bakou a considéré cette décision officielle de Téhéran comme une nouvelle trahison contre l'Azerbaïdjan, prise à l'instigation du gouvernement arménien. La trahison de l'Iran ne causera pas de préjudice tangible à l'Azerbaïdjan, puisque le département militaire azerbaïdjanais a accordé la prérogative à d'autres voies en matière de ravitaillement des unités militaires situées dans la République autonome de Nakhitchevan. Cependant, cette décision politique de Téhéran pousse Bakou à des conclusions sans équivoque sur les orientations de politique étrangère du gouvernement iranien », écrit la source, rappelant que l'Iran utilise activement le territoire de l'Azerbaïdjan comme un transit pour les principaux transports. Tout d'abord, nous parlons du corridor de transport Nord-Sud.

Il est également devenu connu que l'Azerbaïdjan, en réponse à la fermeture par l'Iran de son espace aérien pour les avions militaires azerbaïdjanais, a fermé le bureau d'Ojag Nejat, le représentant du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, opérant à Bakou.

Selon les informations, les activités du bureau, qui était situé dans le bâtiment de la mosquée Husseinia, ont pris fin après l'inspection du lieu de culte par les

forces de l'ordre.

Selon le chef du service de presse du ministère de l'Intérieur de l'Azerbaïdjan, Ehsan Zakhidov, « ces derniers jours, le nombre de personnes infectées par le COVID-19 a fortement augmenté dans plusieurs endroits de Bakou, et l'un de ces endroits est le Huseynia Mosquée. Par conséquent, les activités de ces lieux, y compris la mosquée, ont été suspendues. Actuellement, le service épidémiologique prend les mesures appropriées. »

Il est à noter que la pierre d'achoppement entre Bakou et Téhéran a été l'action des forces de sécurité azerbaïdjanaises contre les camions iraniens sur la route Goris-Kapan de la région de Syunik en République d'Arménie, dont 21 km étaient sous le contrôle de la côté azerbaïdjanais. La partie azerbaïdjanaise exige 200 à 400 dollars des chauffeurs iraniens pour voyager dans cette section à titre de frais de douane. De plus, deux chauffeurs iraniens ont été arrêtés pour avoir prétendument livré du fret au Haut-Karabakh.

par [Jean Eckian](#)

11- Nor Haratch Hebdo

08/10/2021

Le Catholicos rencontre le pape François au Vatican

Le pape François et le Catholicos Garegin II, chef suprême de l'Église apostolique arménienne, se sont rencontrés au Vatican lors d'une conférence de chefs religieux du monde entier.

La Rencontre internationale pour la paix de deux jours s'est terminée jeudi par une prière oecuménique pour la paix au Colisée de Rome.

Lors de sa rencontre avec le pape, le Catholicos s'est concentré sur les

conséquences de la guerre arméno-azerbaïdjanaise de l'année dernière. Un communiqué de son bureau a indiqué qu'il avait évoqué les « défis actuels auxquels sont confrontés l'Arménie et le Haut-Karabakh » et a souligné la nécessité de libérer des dizaines de soldats et de civils arméniens toujours détenus par l'Azerbaïdjan.

« Le pontife arménien a également exprimé sa gratitude à Sa Sainteté le pape François pour le soutien apporté au peuple arménien et à l'Arménie pendant la guerre », a ajouté le communiqué.

Il a indiqué que le pape François a rencontré après la conversation les membres d'une délégation arménienne. Parmi eux, Arman Tatoyan, le médiateur arménien des droits de l'homme.

Tatoyan a déclaré par la suite qu'il avait remis au pontife des copies des rapports de ses bureaux sur les atrocités azerbaïdjanaises commises pendant et après la guerre de six semaines.

La délégation dirigée a également eu une réunion séparée avec le cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État du Vatican. Le bureau du Catholicos a déclaré avoir discuté des « questions liées à la sécurité du peuple d'Artsakh (Nagorno-Karabakh), les empiètements sur les territoires souverains de l'Arménie ainsi que la préservation du patrimoine spirituel et culturel arménien dans les territoires sous le contrôle de l'Azerbaïdjan ».

12- Ouest-France

06/10/2021

<https://www.ouest-france.fr/europe/armenie/reportage-apres-les-combats-ils-->

[reviennent-vivre-a-stepanakert-la-capitale-du-haut-karabakh-667ac814-25de-11ec-af2f-332dac360860](https://www.lesdevoirs.fr/revue/reviennent-vivre-a-stepanakert-la-capitale-du-haut-karabakh-667ac814-25de-11ec-af2f-332dac360860)

REPORTAGE. Après les combats, ils reviennent vivre à Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh

Voici un an Stepanakert se vidait de ses habitants pris pour cibles de guerre. Mais aujourd'hui, ils reviennent vivre dans la capitale de l'Artsakh au Haut-Karabakh malgré les difficultés et la menace toujours présente.

Par Jeanne Emmanuelle HUTIN.

« C'était les premiers jours de novembre 2020. Stepanakert était une ville fantôme. Il ne restait que des résistants armés qui se battaient pour la ville de Chouchi », se souvient Mme Agabalian, ancienne ministre de la Culture. **On ne pouvait imaginer une seconde que la vie reprendrait.** » Un an plus tard, des dizaines de milliers d'habitants sont revenues.

Au premier abord, la vie semble normale. Les fleuristes ont sorti leurs fleurs colorées. Des enfants rentrent de l'école. Devant le palais présidentiel, des voiturettes les attendent pour jouer. Mais sur la grande avenue silencieuse, les voitures sont rares. L'atmosphère est étrange. Le temps semble suspendu.

Il faut un peu de temps pour percevoir les visages inquiets, les yeux souvent levés vers les hautes montagnes : vers la ville de Chouchi, le **« cœur culturel de l'identité arménienne »**. Avant la guerre, ses antiques murailles rassuraient. Franchissant l'abîme du génocide de 1915, ses monuments témoignaient de la présence millénaire des Arméniens.

Mais aujourd'hui, elle est inaccessible. Son ombre est menaçante. Car Chouchi est perdue. Les armées de l'Azerbaïdjan y stationnent, prêtes à fondre sur Stepanakert à portée de tirs. On dit que s'y trouvent des mercenaires syriens, des combattants de Daech envoyés par la Turquie. Seule la force d'interposition russe

les retient.

Celle-ci contrôle, sans mandat des Nations Unies, le corridor de Latchine qui sépare les belligérants et relie les Arméniens du Haut-Karabakh à l'Arménie. Il faut au moins 6 heures pour venir d'Erevan. La route interminable serpente aux flancs des hautes montagnes aux paysages splendides. Très peu de véhicules circulent. On s'arrête aux checkpoints. Rougis par le soleil, encagoulés, armes en bandoulières, de très jeunes soldats russes contrôlent attentivement les véhicules. On voit des chars camouflés, des postes de combats creusés, des postes militaires sur les hauteurs.

« Notre existence est en danger »

« **Les forces de la paix russe apportent une sorte de quiétude** , explique Achot Choulian, ancien Président de l'Assemblée Nationale. **Grâce à elles, nous avons échappé au nettoyage ethnique complet de ce territoire. Mais cela ne fait pas disparaître la menace.** » On redoute que la Russie qui avait soutenu l'Azerbaïdjan contre l'Arménie en 1994 change de position et qu'au moindre signe, l'Azerbaïdjan lance l'assaut : « **Cela peut aller très vite. Et ce ne sont pas les jeunes appelés russes qui pourront tenir face aux mercenaires islamistes,** » s'inquiète Zara.

Le cessez-le-feu est incertain et fragile. Sur d'autres parties de la ligne de contact, « **l'Azerbaïdjan continue ses provocations,** poursuit Achot Choulian. **Elle tire sur les villages habités, empêchant les villageois de labourer leurs champs et de s'occuper des bêtes.** » En toute illégalité, son armée a arrêté un bus rempli de jeunes Arméniens allant disputer un match de football. Leurs téléphones portables ont été contrôlés et le drapeau de la République d'Artsakh, effacé. Sur les réseaux sociaux, des commentaires appelant à tuer de jeunes Arméniens scandalisent.

La priorité est donc d'assurer la sécurité de la population, explique Achot Choulian. C'est aussi de rompre cette sorte de siège économique qui l'asphyxie.

La vie quotidienne des habitants est difficile. À l'exception du corridor, l'enclave est encerclée. Les échanges diminuent dans le domaine militaire, le domaine

médical pour soigner et rééduquer les blessés de guerre et les habitants traumatisés ; le domaine éducatif pour les enseignants. Vivres et matériels arrivent lentement. L'activité économique tourne au ralenti. Il n'y a pas travail, pas de perspective.

Les habitants pourront-ils rester ? Ils en ont bien l'intention et font tout leur possible pour tisser des liens et développer les échanges. Les chartes d'amitiés signées entre leurs communes et des communes françaises sont une bouffée d'oxygène. La ministre de l'Éducation espère des jumelages entre écoles. Malgré la guerre, le Centre francophone Paul-Éluard est sorti de terre. Des maires, le député François Poupponi et Mgr Gollnisch de l'Œuvre d'Orient sont venus à Stepanakert pour les soutenir à cette occasion.

Tisser des liens avec les Français

Les autorités s'activent aussi pour résoudre le problème de l'eau qui manque. Cette précieuse ressource est, depuis la défaite, presque entièrement entre les mains de l'Azerbaïdjan. Au plus chaud de l'été, l'eau manquait. Le représentant du Haut-Karabakh en France remue ciel et terre pour construire une citerne. Mais Hovahnnès Guévorkian trouve porte close, en France même ! Il appelle à mettre de côté la politique pour mener une action humanitaire.

L'isolement de cette petite enclave presque entièrement cernée renforce les ambitions des puissances régionales animées par l'idéologie islamiste. Sans elles, la guerre aurait-elle eu lieu ? « **Deux fois nous avons repoussé les assauts de l'Azerbaïdjan** », observe Achot Choulian. **Mais cette fois nous n'avons pas réussi car l'Azerbaïdjan était aidé par le Pakistan et la Turquie** » : armes modernes, formation militaire, envois de mercenaires islamistes...

Signe de l'importance de cet appui, des drapeaux pakistanais et turcs ont été cousus sur les uniformes azerbaïdjanais, observe le défenseur des droits de l'homme. La guerre s'inscrit dans un contexte plus vaste que les haines ancestrales et la volonté de revanche des Azerbaïdjanais. Quels buts poursuivent ces puissances ?

Face au déséquilibre des forces en présence, Achot Choulian, alerte : « **Notre existence est mise en danger, là où nous vivons, là où nous sommes nés, dans notre propre patrie.** » Il lance cet appel : « **Les pays tiers doivent le**

comprendre. Si nous étions au cœur de l'Europe et non à l'extrême frontière orientale de la chrétienté, ils s'y intéresseraient. »

Quelle perspective envisage-t-il ? **« Si l'on veut que les Arméniens de l'Artsakh existent, la communauté internationale doit reconnaître et admettre que l'Artsakh ne peut pas vivre dans le cadre de l'Azerbaïdjan qui n'accepte pas son identité arménienne. »** La solution réside pour lui dans la reconnaissance de la République d'Artsakh par la communauté internationale dans son cadre historique. Cela seul permettrait d'échapper à la menace et d'établir des relations de bon voisinage.

« Nous resterons sur la terre de nos ancêtres »

En attendant le temps est toujours suspendu à Stepanakert. Des personnes déplacées au regard triste marchent désœuvrées dans la ville, se souvenant de ceux qui ne sont plus, de leur terre perdue, de leur maison abandonnée, de leur famille et de leurs amis dispersés. Si la ville ne porte plus les traces de la guerre, elles sont là, dans les cœurs.

Longtemps encore on viendra au jardin des larmes avec les enfants pour se recueillir et déposer les fleurs devant les photos du père, du mari, du fiancé, du frère, tombé au combat. Seule la douceur du soir comme un baume, vient poser sa consolation sur les âmes blessées.

Et l'on reviendra encore vivre à Stepanakert : **« L'adversaire veut que nous partions mais nous voulons rester sur la terre de nos ancêtres. Ces hommes et ces femmes résistent depuis des siècles dans un environnement hostile »**, explique le directeur du Centre francophone. **« Aujourd'hui, en toute lucidité, la situation n'est pas moins menaçante que pendant la guerre »,** observe Mme Agabalian. **Mais nous avons la ferme volonté de rester malgré tout ».**

Alors, on continue de construire et de faire des projets. Ce soir, on inaugure le Centre culturel Paul Éluard. Les enfants de la chorale chanteront à tue-tête la Marseillaise. Leurs voix claires et vibrantes comme des flèches rapides transperceront l'armure des cœurs endurcis : **« N'est-il pas plus simple de**

vivre en frère ? »

Et demain matin, le jardinier de la ville roulera encore et encore le gazon du terrain de football. Qui sait, on viendra peut-être bientôt jouer un match ? Et pendant que l'on s'accroche à la vie sous l'œil menaçant des mercenaires islamistes et à portée des armes de l'Azerbaïdjan, on espère que le monde se réveillera, qu'il comprendra, qu'il sortira enfin de son aveuglement et de sa torpeur.

13- Ouest-France

05/10/2021

<https://www.ouest-france.fr/europe/armenie/ouest-france--solidarite-armenie-aide-aux-victimes-de-la-guerre-1ff29f20-25e3-11ec-8f5c--0c9e47d7d846>

Ouest-France Solidarité : Arménie, aide aux victimes de la guerre

Ouest-France lance un appel pour venir en aide aux victimes de la guerre de 2020 en Arménie.

La situation extrêmement difficile des blessés et des personnes déplacées par la guerre de 2020 en [Arménie](#), nous conduits à lancer un appel pour leur venir en aide. Vous pouvez, si vous le souhaitez, envoyer vos dons à Arménie, aide aux victimes de la guerre, 10 rue du Breil, 35 051 Rennes cedex 9 ou sur ouestfrance-solidarite.org Un euro donné. Un euro versé.

14- Nor Haratch Hebdo

08/10/2021

La Banque mondiale revoit ses prévisions à la hausse pour la croissance de l'Arménie

La Banque mondiale a presque doublé les prévisions de croissance économique de l'Arménie pour 2021, passant de 3,4% en avril de cette année à 6,1%. C'est ce qu'indique le rapport de la Banque mondiale sur le développement régional de l'Europe et de l'Asie centrale.

« En raison d'une reprise de la croissance économique plus rapide que prévu en Arménie au premier semestre 2021, le taux de croissance du PIB prévu pour 2021 a été réévalué à 6,1% contre 3,4% », indique le rapport.

Les auteurs du rapport de la Banque mondiale s'attendent à ce que l'économie arménienne revienne aux niveaux de pré-production d'ici la mi-2022 en l'absence de nouvelles restrictions, de cas croissants de Covid-19 et d'instabilité interne et régionale.

Les experts de la Banque mondiale lient la reprise de l'économie arménienne non pas à des changements structurels (croissance industrielle, ouverture de nouvelles usines, etc.), mais à la reprise de la consommation privée, à la hausse des cours mondiaux du cuivre, à la reprise des flux touristiques et à l'activation des capitaux construction avec des fonds budgétaires. En 2020, l'économie du pays a reculé de 7,4%.

En 2021, la reprise est plus rapide que prévu (de 4,9% au premier semestre) et d'ici mi-2022, l'économie pourrait retrouver ses niveaux d'avant-crise. Cependant, les experts de la Banque mondiale affirment que les taux de vaccination sont inférieurs à ceux des pays développés. L'épidémie et les risques géopolitiques

pourraient affecter la reprise de l'économie, selon le rapport.

L'État a alloué 25 programmes pour soutenir les entreprises et les familles nécessiteuses, à la suite de quoi la dette de l'État par rapport au PIB a atteint 67%. Les risques dans le secteur bancaire restent également gérables en raison de la fiabilité de leur capital (même si leur marge bénéficiaire reste faible).

Le chômage a légèrement diminué, restant au niveau de 17-18% (alors qu'en 2020 il était d'environ 20%). L'inflation reste élevée (l'inflation sur 12 mois était de 8,8 % en août), principalement en raison des prix alimentaires internationaux élevés.

Dans le même temps, le solde du commerce extérieur s'est amélioré car les exportations ont augmenté plus rapidement que prévu (de 23 %) et les importations nettement plus lentes (de 8 %) en raison du pouvoir d'achat limité de la population. Les exportations ont augmenté principalement en raison de la hausse des prix mondiaux du cuivre.

Les recettes budgétaires provenant de la reprise du commerce et des services au cours du premier semestre de l'année ont dépassé les chiffres prévus de 13 %, tandis que les dépenses hors plan n'ont pas augmenté. Cela a permis de réduire le déficit budgétaire à 1,1 % du PIB prévu pour l'année (contre 2,6 % initialement). Selon les plans du gouvernement, elle sera de 2% d'ici 2023 et la dette publique sera réduite de 67,4% à 63,4% du PIB (même si elle restera toujours supérieure à 50% avant la crise).

La dette extérieure de l'Arménie augmente de 10,2 %

La dette extérieure de l'Arménie au 30 juin 2021 était de 6,6 milliards de dollars, soit une augmentation de 10,2 % par rapport au 31 décembre 2020.

La dette extérieure de l'Arménie s'élevait à environ 6 milliards de dollars à la fin de l'année dernière, rapporte le Comité des statistiques d'Arménie : « *La dette extérieure du gouvernement arménien s'élève à 6,2 milliards de dollars. Et la dette du gouvernement a augmenté de 10,9 % par rapport à la fin de l'année dernière* », indique le rapport.

Il convient également de noter que la dette intérieure de l'Arménie s'élevait à environ 1,1 milliard de dollars au 31 juillet.

16- Eurasianet

07/10/2021

<https://eurasianet.org/hydropower-in-karabakh-armenians-loss-is-azerbaijans-gain>

Hydropower in Karabakh: Armenians' loss is Azerbaijan's gain

Armenia lost more than half its hydropower capacity in the war. Now Azerbaijan is building new dams in the territories it retook.

[Ani Mejlumyan](#), [Ulkar Natiqqizi](#)

Before last year, energy was one of the bright spots in Nagorno-Karabakh's economy. The de facto authorities had built a network of small hydropower plants

to supplement a larger, Soviet-era dam.

As a result, the territory produced all its own electricity - the majority of which was from hydropower - and by 2018 was even exporting some to Armenia. It was one of the few spheres in which Nagorno-Karabakh was not dependent on its patron state.

Following last year's war, however, Azerbaijan retook much of its territory that it had lost in the first war between the two sides in the 1990s. And that land included most of those hydropower plants.

Of the 36 plants that operated in Armenian-controlled territory before the war, only six remain under Armenian control. The hydropower production capacity in the territory decreased from 191 megawatts before the war to 79 megawatts now.

"Indeed, they gained an economic advantage and we lost," Armen Tovmasyan, Karabakh's de facto minister of economy and agriculture, told Eurasianet.

The largest single hydropower facility in the region, Sarsang, was built in 1976 on the Tartar River in what was then known as the Aghdara region. (Independent Azerbaijan changed the name to Terter in 1993; Armenians know the region as Martakert.) The 50 megawatts of energy it produces remain under control of the Armenian side, now making up more than half the territory's hydropower capacity. In addition, five smaller plants are in territory that remained under Armenian control following the war.

"All the other plants are under the adversary's control, meaning the republic of Artsakh is not self-sufficient as it was before the war," Tovmasyan said, using the alternative Armenian name for the region. "The deficit is being made up by energy imported from Armenia."

But Armenia itself is also suffering electricity problems. Operations at the Metsamor nuclear plant, which generates about 40 percent of Armenia's electricity, have been [suspended](#) since May 15; it is scheduled to reopen in October. On top of that, the natural gas-powered Hrazdan Thermal Power Plant, operated by Gazprom Armenia, also has been [operating](#) at only 30 percent capacity since April.

And Sarsang itself is producing far less than it could be: [According to the plant's operator](#), in the first quarter of 2021 production was half what it was in the same period the year before.

Meanwhile, electricity transfers between Armenia and Nagorno-Karabakh have been interrupted by the loss of transmission lines that once ran through the Kelbajar region, which was ceded to Azerbaijan as part of the ceasefire deal. The only remaining transmission line runs along the Lachin corridor connecting the two entities, "which decreases the stability of supply," Tovmasyan said.

As a result, Karabakh has been suffering power outages. "In September, until the last week of the month we had blackouts that sometimes would last for hours," Anush Ghavalyan, a Stepanakert-based political commentator, told Eurasianet, adding that the situation seems to have improved recently.

"Frequent power shortages are happening mainly because today Artsakh is primarily supplied by the plant built near the Sarsang reservoir, the capacity of which will not be enough to provide electricity to the entire territory of Artsakh. That's why there are regular outages," Gegham Stepanyan, Nagorno Karabakh's human rights ombudsman, [told reporters](#) on September 9. "If concrete measures are not taken to ensure energy security, we will face severe problems next fall," he added.

The bulk of the territory's hydropower plants are in the mountainous Kelbajar and Lachin regions, which also was ceded to Azerbaijan. According to [reporting](#) by the investigative news website Hetq just before the war, the plants were owned by a wide variety of former government officials in Karabakh and Armenia.

The largest hydropower company in Karabakh, [Artsakh HEK](#), owns and operates Sarsang. It also held two plants in the Terter region, which ended up under Azerbaijani control. Artsakh HEK's shareholders are primarily wealthy diaspora Armenians.

The primary shareholder is a Turkish-Armenian businessman, Vartan Sirmakes, who owns controlling shares in two major Armenian banks, runs a company that had been involved in [gold mining](#) in Nagorno-Karabakh, and is co-founder of the luxury watch brand Franck Muller. Sirmakes has divided his shares in Artsakh HEK via two companies: 36 percent in [M. Energoinvest CJSC](#) through his associate [Burak Kirkorian](#); and 17 percent in another company, [Multicontinental](#)

[Distribution Limited](#), which is registered in London and in which Sirmakes owns 75 percent of the shares.

The second major shareholder is French-Armenian businessman Joseph Oughourlian, who controls a wide variety of businesses in Europe and the United States, from an [investment advisory firm](#) to a French [soccer club](#). The head of Artsakh HEK's board of directors is [Arayik Harutyunyan](#), the current de facto president of Nagorno-Karabakh.

The plants also had a political significance, as a means of demonstrating Armenians' intent to cement their control over these territories. When one plant in the Lachin region was opened in 2012, a senior official from the Armenian Revolutionary Federation-Dashnaksutyun party [said](#) it demonstrated that "the Karabakh authorities guarantee that these territories are ours and will remain so. That the people are here and will stay."

Following the war, Azerbaijani officials [say](#) that the departing Armenian forces "[destroyed and looted](#)" those power plants as they pulled out. Tovmasyan said such claims are a "lie" and that some associated infrastructure was damaged in fighting but that the plants themselves were not destroyed.

Now, Azerbaijanis say that they are steadily repairing and putting them back to work.

In February, just three months after fighting stopped, President Ilham Aliyev [formally opened](#) a medium-sized, 8-megawatt hydropower plant at Gulabird in the Lachin region.

"This is the first power plant being commissioned on the liberated lands. It has great significance and great symbolic meaning. We are returning to these lands," Aliyev said on the occasion. "Renewable energy has huge potential in this region."

By June, another two plants were [reopened](#) in the Terter region, Sugovushan-1 and Sugovushan-2, with 7.8 megawatts of total capacity. (When they were under Armenian control and operated by Artsakh HEK, they were known as Mataghis-1 and Mataghis-2.)

The plants now under Azerbaijani control are now owned by the state and are being reconstructed and operated by the country's state-owned energy firm,

Azerenergy.

Overall, the small plants in Lachin and Kelbajar have a capacity of 120 megawatts. Two others, which span the Araz River that divides Azerbaijan and Iran, will produce a further 120 megawatts for Azerbaijan when they are completed.

Preliminary work on these - Khudaferin and Maiden Tower - were begun under the Soviet Union but work was interrupted when Armenian forces captured the territory in 1993. Iran continued building its half of the project, while Azerbaijan was forced to suspend construction on its side.

In 2016, though the territory on the Azerbaijani side of the river was still under Armenian control, Azerbaijan and Iran quietly [signed](#) an [agreement](#) on continuing construction. Now, Azerbaijani officials [say](#) that the plants will be completed by 2024, and Iran and Azerbaijan will share the electricity they produce 50-50.

The renewal of hydropower is part of what the Azerbaijani government is calling a "green energy zone" in its newly retaken territories. "We are conducting work on hydroelectric power stations and many small hydropower plants in Karabakh," Energy Minister Parviz Shahbazov [told journalists](#) in May, saying that work also is underway in building wind and solar energy capacity: "We intend to provide the Karabakh region with electricity through green energy sources in general."

Meanwhile, officials in Nagorno-Karabakh are working out how to deal with their new energy deficit.

Authorities are building a new 1-megawatt solar plant, in [Haterk](#) in the Martakert region, the energy minister, Tovmasyan, told Eurasianet. That would complement another 4-megawatt plant already in operation.

And they are also sticking with hydropower: One 17.6-megawatt plant is under construction in Getavan, in the Martakert region, and a second, 25-megawatt plant is planned in the Sarsang-Mataghis area, Harutyunyan, the de facto leader, [said](#) during a government session also attended by Armenian Prime Minister Nikol Pashinyan.

"If this happens, we can become self-sufficient," he said.

Ani Mejlumyan is a reporter based in Yerevan.

Ulkar Natiqqizi is a reporter based in Baku.

17- Le Courrier d'Erevan

05/10/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/gazetaru-une-troisieme-guerre-au-karabakh-est-inevitable-la-seule-question-est-le-timing>

Gazeta.ru : « Une troisième guerre au Karabakh est inévitable. La seule question est le timing »

Le 27 septembre 2020 a éclaté la deuxième guerre du Karabakh, un conflit à grande échelle entre les forces armées de l'Azerbaïdjan, d'une part, et les formations armées de la République non reconnue du Haut-Karabakh (NKR) et de l'Arménie, d'autre part. Le correspondant de guerre de Gazeta.ru, Mikhail Khodarenok, a analysé les raisons pour lesquelles Bakou a gagné la guerre et a évalué les perspectives d'un nouveau conflit.

L'analyse des opérations de combat au cours de la guerre de 44 jours entre les forces armées azerbaïdjanaises et les formations arméniennes commence généralement par un rappel des caractéristiques tactiques et techniques des drones turcs Bayraktar TB2 et des munitions aériennes israéliennes IAI Harop.

Le plus souvent, les choses s'arrêtent là. Cependant, le succès de toute confrontation armée ne dépend pas uniquement de l'utilisation au combat d'un

armement innovant. La victoire de l'Azerbaïdjan n'a pas tant été apportée par le Bayraktar TB2 que par la ligne de conduite habilement construite par les hauts responsables militaro-politiques du pays. Et c'était bien avant que le conflit ne commence.

Pendant les années de l'Union soviétique, le service militaire n'était pas populaire dans la RSS d'Azerbaïdjan. Le nombre d'Azerbaïdjanais parmi les officiers supérieurs et les généraux de l'armée soviétique était minime par rapport à de nombreuses autres nationalités. Un exemple illustratif : jusqu'en 1991, un seul Azerbaïdjanais, Valeh Barshadli, a été diplômé de l'Académie militaire d'état-major de l'URSS et est devenu le premi

...